



Femmes au cœur des régions, femmes au cœur des décisions

Campagne à l'intention de la ministre responsable de la Condition féminine au Québec

« Les problématiques quant à la situation des femmes divergent d'une région à l'autre et il importe de prendre en considération les spécificités régionales dans la mise en œuvre de l'action en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à cette échelle....La concertation régionale des actions est essentielle pour favoriser leur réussite et en améliorer la portée... Le gouvernement souhaite aussi accompagner et soutenir les instances locales et régionales dans leurs responsabilités de gouvernance en matière d'égalité entre les femmes et les hommes »

- Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015, p.124

Ce plan d'action a été effectivement concrétisé jusqu'en 2014 et a permis, grâce notamment au travail des groupes de femmes rassemblés dans les Tables régionales de concertation, de mettre en œuvre plusieurs actions favorisant l'égalité pour les femmes dans toutes les régions du Québec. L'instauration d'une « nouvelle gouvernance territoriale » et le démantèlement des structures régionales ont anéanti les efforts réalisés depuis 10 ans en matière d'égalité pour les femmes en région.

Quelques faits :

- Les rôles du développement régional, dont les actions en matière d'égalité pour les femmes, ont été remises entre les mains des municipalités régionales de comté (MRC) alors que ces instances sont composées très majoritairement d'hommes et qu'elles ne disposent d'aucune expertise ni d'aucun mandat en cette matière.
- Les ententes régionales en matière d'égalité ont été abolies. Elles permettaient l'arrivée en région d'environ un million de dollars par année pour la réalisation d'actions en matière d'égalité pour les femmes et ce jusqu'en 2014-2015. À ce jour, aucun argent n'a encore été consacré à ces mesures en 2015-2016.
- Les bureaux régionaux du Ministère de l'Éducation ont été abolis entraînant la disparition des concours régionaux Chapeau les filles.
- Les bureaux régionaux du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion ont été fusionnés ou fermés et les services aux personnes racisées et immigrantes, dont une grande part de femmes, ont été réduits.
- Les bureaux régionaux du Conseil du statut de la femme ont été fermés.

Ces décisions mettent en lumière que l'État québécois se préoccupe peu ou pas des femmes des régions et qu'il ne respecte pas sa propre politique et ses propres plans d'action. Les groupes de femmes en région ont développé une vision féministe du développement des régions¹ basé sur les principes d'égalité, d'équité, de solidarité, de démocratie et d'éthique. Le gouvernement doit s'inspirer de cette vision et de ces principes pour favoriser un essor des régions et donner une place prépondérante aux groupes de femmes rassemblés au sein Tables régionales de groupes de femmes. Ces groupes doivent avoir accès à des fonds pour travailler en concertation à l'amélioration des conditions de vie des femmes et à l'avancement de l'égalité pour toutes les femmes dans toutes les régions.

Les femmes de toutes les régions du Québec : au cœur de l'action, au cœur des décisions!

¹ Égalité pour les femmes : des inégalités persistantes, une action gouvernementale discutable Tome 2, Mémoire du Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec, Janvier 2016, page 25. <http://www.reseautablesfemmes.qc.ca.heb5c.sogetel.net/documentation/catalogue-doutils/productions-du-reseau-des-tables/#toggle-id-4>